

Vevey

Le tissu culturel pensé comme place financière

Stefano Stoll quitte le Service culturel après onze ans aux manettes. Bilan

Stéphanie Arboit

Délégué à la Culture de Vevey pendant onze ans, Stefano Stoll coiffait également depuis 2008 la casquette de directeur du Festival Images. C'est à cette seule tâche-là qu'il se consacre depuis le 1er octobre, après avoir mené de front les deux activités. Les élus ont en effet décidé de mettre un terme à «cette surcharge de travail» qui n'était «plus tenable». Interview bilan.

Quel effet de refermer la porte du Service culturel de Vevey?

Je pars serein et satisfait. Le lieu a beaucoup changé: à mon arrivée, en 2004, le service en était à ses balbutiements et j'y étais seul. Puis on m'a adjoint une secrétaire à 50%, puis une adjointe à 80% durant quatre ans. Ma mission, inscrite dans les Lignes directrices de la politique culturelle veveysanne, qui venaient d'être adoptées en janvier 2004, était de développer le label Vevey ville d'images et de diversifier et dynamiser la place culturelle veveysanne, qui était - et est toujours! - très fertile. Je suis arrivé comme un jardinier dans un terrain en friche: tout existait, mais il fallait accompagner certains et faire éclore d'autres.

Avez-vous réussi?

J'ai avancé domaine par domaine, car il était impossible d'intervenir sur tous les fronts simultanément. Pour les musiques actuelles, il a fallu restructurer le RKC en 2004, qui était à bout de souffle. Le lieu a retrouvé sa place dans le cœur des Veveysans. Les arts de la scène ont bénéficié des plus gros chantiers de cette décennie: les rénovations de l'Oriental et de la Castillo, tous deux terminés en 2014. Pour la danse, nous avons créé le Dansomètre et mis sur pied la Fête de la danse. De même, d'autres initiatives pour l'édition ou le cinéma. Sans oublier Elton John en concert sur la place du Marché! La preuve que nous avons bien travaillé: nous avons réussi à fédérer tous les acteurs culturels, qui sont plus forts en s'entraînant dorénavant qu'en restant isolés.

Vous avez mené vers le succès le Festival Images, médiatisé même à l'international. Est-ce la réussite dont vous êtes le plus fier?

Je n'aimerais pas être réduit au succès d'Images. Au Service culturel, j'ai accompli au quotidien tout un travail moins visible, plus technique, mais très important.



Stefano Stoll se consacre désormais pleinement au Festival Images de Vevey. CHANTAL DERVEY

Comme la mise en place de procédures pour les demandes de subventions et le controlling qui en découle. J'ai aussi défendu Vevey à Berne ou auprès du Canton, ce qui a notamment mené à la tenue à Vevey des premières assises romandes des musiques actuelles. J'ai tenté d'appliquer la vision héritée de mes deux ans à la direction artistique d'Expo.02: penser la cul-

ture comme un laboratoire, pour faire rêver et penser différemment. Dans cette optique, j'ai créé PictoBello, puis la nouvelle version d'Images, en 2008 (lire ci-dessous). Beaucoup de Services culturels ne montent pas d'événements de toutes pièces. Au contraire, ma patte a été d'agir aussi au niveau opérationnel. Une façon dynamique de montrer aux autres acteurs cultu-

rels que nous avons aussi les mains dans le cambouis.

Avez-vous connu des échecs?

Notre Fête de la musique n'a pas pris. Mais l'important est que d'autres aient pris le relais, et que nous les appuyions financièrement. D'autre part, je regrette d'avoir eu un agenda surchargé ne me permettant plus d'assister à toutes les productions culturelles que nous soutenons.

Des Veveysans se plaignent de la fermeture de certains lieux...

Les Temps Modernes et la Guinguette ont fermé, mais, avant eux, le Toit du Monde. Le tissu culturel, organique, change donc forcément, même si des institutions restent. C'est un passage de relais où les nouveaux réinterprètent des énergies présentes depuis plusieurs décennies. Il n'y a plus la Guinguette, mais les RATS animent une sorte de Kunsthalle à Vevey. C'est formidable! D'autre part, le budget est passé de 5 à 8,5 millions en 2015, dont 2,3 millions de subventions directes aux structures et associations. La preuve que les élus croient en l'importance de la culture comme moteur de développement pour Vevey.

Pourquoi parlez-vous régulièrement de «place culturelle»?

Pour moi, l'analogie avec la place financière suisse est féconde: les énergies des acteurs culturels sont un enjeu pour la ville comparable à celui du secteur financier pour le pays. Chaque franc investi doit être optimisé pour le rayonnement de la ville. Un peu comme le département recherche et développement d'une multinationale: la culture est un investissement nécessaire qui permet à une collectivité de rester compétitive et innovante.

La suite, au sein d'Images?

De belles surprises... mais je ne souhaite pas encore en dire davantage.

Images XXL né grâce à PictoBello

● Qui sait que le Festival Images, remanié depuis 2008, est en fait une excoissance de PictoBello? Presque personne. Stefano Stoll, qui venait de prendre ses fonctions de délégué culturel en 2004, explique: «Le dessinateur Krum venait de publier son premier album aux Editions veveysannes Castagniéé. Il m'avait approché pour en faire la promotion. De mon côté, je devais développer le label Vevey ville d'images. J'ai pris le label au pied de la lettre, et nous nous

sommes levés à 3 heures du matin pour qu'il fasse des dessins originaux sur des placards posés en ville. Ainsi nous servions la population locale aussi bien que l'artiste sans dépenser un centime.» PictoBello était né. Dès la 2e édition, les panneaux SGA étaient mobilisés. «Pour faire du Festival Images quelque chose d'unique en Europe, j'ai tout simplement pensé à une version plus massive de PictoBello, avec des grandes images dans l'espace

public. C'est d'ailleurs l'endroit où nous pouvions amener de la valeur ajoutée, car nous avions déjà par ailleurs de très bonnes institutions. Sans compter que Vevey est un magnifique terrain de jeu permettant d'avoir un tel festival, qui ne serait pas possible dans les grandes villes, ou alors seulement dans certains quartiers.» C'est ainsi que, dès 2008, le Festival Images se décline en format XXL sur les murs de la ville, tous les deux ans.

Ultimatum à la direction de Zwahlen & Mayr

L'entreprise basée à Aigle avait sommé ses employés d'accepter une péjoration de leurs conditions de travail. C'est au tour du syndicat et du personnel d'adresser une injonction

Œil pour œil, dent pour dent, dit l'adage. Chez Zwahlen & Mayr (ZM), c'est ultimatum pour ultimatum. L'entreprise de construction métallique avait exigé fin juin de ses employés des «mesures exceptionnelles et provisoires» contre le franc fort et la mauvaise passe que traverse la société basée à Aigle. Fin août, elle les sommait de signer pour accepter ces mesures, pourtant déjà appliquées dès le 1er juillet (dont réduction de 5% du salaire mensuel brut). Sinon, la collaboration ne serait «plus envisageable dans un avenir proche».

Inadmissible, pour le syndicat Unia. Qui contre-attaque dans une lettre signée aussi de la commission du personnel, remise hier au directeur. La missive pointe cinq éléments sur lesquels la direction doit répondre d'ici au 22 octobre, sous peine d'une «plainte collective» et de mesures pour «faire respecter le droit des travailleurs».

«Nous attendons que la direction s'exprime enfin, s'exaspère Jean Kunz, secrétaire régional d'Unia. A part l'ultimatum, les salariés n'ont reçu aucune communication depuis fin juin. ZM n'a pas répondu aux propositions de l'Etat. Malgré les mesures, les salariés ont appris le 25 septembre dans la presse que l'entreprise veut licencier.» Cinq employés auraient déjà été congédiés. Problèmes supplémentaires, soulèvés dans la lettre: «Pourquoi, après avoir licencié, engager des temporaires? interroge Jean Kunz. Et à quelles conditions travaillent les Slovaques présents? Je

suis pour la libre circulation, mais aux conditions d'ici.»

Spécialiste du droit du travail et professeur à l'UNIL, Rémy Wyler rappelle le cadre légal, sans se prononcer sur le cas concret: «L'employeur peut parfaitement proposer une péjoration des conditions de travail et demander aux employés de signer. Cela s'appelle un congé-modification. Mais la

«On peut avoir une certaine empathie pour l'employeur. Il doit cependant respecter le droit»

Rémy Wyler Professeur à l'UNIL

convention collective de travail Metal-VD (CCT) s'applique et limite la liberté de l'employeur. Les salariés peuvent accepter des réductions de salaire, des baisses de jours de vacances, pour autant que ces changements respectent les minima prévus dans la CCT, sinon cela n'aurait pas d'effet en dessous de ces seuils. Les modifications proposées ne doivent entrer en vigueur qu'à l'expiration du délai de résiliation des contrats de chaque employé.»

Annoncées fin juin et appliquées dès le 1er juillet, les mesures de ZM ne respecteraient pas le délai et seraient illégales. C'est l'avis du syndicat. Qui concède: «Une réorganisation doit être faite, mais pas ainsi.» Rémy Wyler ajoute: «Au vu des difficultés économiques, on peut aussi avoir une certaine empathie pour l'employeur. Il doit cependant respecter le droit.» Contacté, le directeur général, Eric Aigroz, qualifie cette lettre de «contre-productive par rapport à la situation actuelle», sans faire d'autre commentaire. **ST.A.**

Programme caritatif en faveur du Rwanda

L'association Chryzalid, à Vevey, anciennement AAFIP, lance un programme de construction d'un village en Afrique

Installée depuis dix ans à Vevey dans l'ancienne prison, l'Association des amis de la fraternité internationale des prisons (AAFIP) vient de changer de nom. Désormais appelée Chryzalid, cette organisation chrétienne non gouvernementale à but non lucratif poursuit néanmoins toujours le même objectif: soutenir des projets menés dans les pays du Sud et de l'Est.

Le nouveau dessein de Chryzalid la mène au Rwanda, pays qui a été durement touché par un terrible génocide il y a un peu plus de vingt ans. L'ambition est de construire un village de réconciliation

à Kabarondo, dans le district de Kayonza.

Durant trois ans, ce projet permettra de construire en tout 60 maisons d'habitation. Avec la participation de leurs futurs occupants: un tiers d'ex-prisonniers, un tiers de rescapés du génocide, le tiers restant étant constitué d'anciens déplacés. Au final, pas moins de 240 personnes en bénéficieront.

Le coût global du projet, dont environ la moitié est supportée par la Confédération, est de 211 000 francs. Chryzalid, qui a réuni des fonds propres et en a trouvé d'autres sur place, recherche encore 28 000 francs pour mener à bien la totalité du projet. **C.BO.**

Association Chryzalid
Rue du Panorama 4, à Vevey
Tél.: 021 903 02 70.
www.chryzalid.org

PUBLICITÉ

Pour ses 20 ans OUVERTURE
du magasin de MONTREUX
Rue du Théâtre 14 à côté du Casino
Tél : 021 702 20 70
www.auconfortdodos.ch

LITERIE

TEMPUR

FAUTEUILS RELAX

HAG

BUREAUX

KEYTON

ACCESSOIRES

sisself